



Agence Française
de Développement



Fonds Français pour
l'Environnement Mondial



**EVALUATION A MI-PAROURS DU PROGRAMME CRISP
MID TERM REVIEW OF THE CRISP PROGRAMME**

**Initiative régionale pour la protection et la gestion durable des récifs coralliens dans le Pacifique
- Coral Reef Initiatives in the Pacific -**

RESUME EXECUTIF – EXECUTIVE SUMMARY

Juillet 2008 - July 2008



Oréade-Brèche – 64, chemin del prat – 31320 AUZEVILLE – FRANCE
tél. : 05.61.73.62.62 – Fax : 05.61.73.62.90 – oreade-breche@oreade-breche.fr –

1. RESUME EXECUTIF

Le programme CRISP a débuté en 2005 ; plus encore que pour d'autres projets de développement, il s'agissait d'un véritable pari en raison de ses objectifs très larges et de son montage qui expérimentait de nouveaux types de partenariats, sur des thèmes eux-mêmes innovants et à une échelle régionale ; sa mise en œuvre a nécessité l'élaboration d'un grand nombre de conventions en cascade, ce qui a rendu sa structure relativement complexe.

Ceci a conduit à des décalages significatifs de dates de démarrage entre composantes, et a ainsi pu aboutir pour certaines activités, à une mise en œuvre en retard sur les prévisions. Le niveau global de décaissement des crédits qui est de l'ordre de 33 % montre clairement ce retard. Ceci étant dit, les résultats obtenus par le programme à la date de l'évaluation à mi-parcours montrent, au travers des deux principaux indicateurs de réussite du programme :

- un réel succès dans les partenariats et dans la coopération régionale, qu'elle soit considérée entre institutions ou entre pays et territoires, ce qui n'était pas une évidence, tant les sphères francophones et anglophones sont peu connectées dans le Pacifique,
- une augmentation significative de la surface des AMP dans le Pacifique, même si la part des actions concrètes de terrain est restée selon nous trop limitée dans ce programme, face aux actions de recherche et aux actions transversales.

Au-delà de ces deux indicateurs, les programmes scientifiques menés dans le cadre du CRISP ont permis entre autres, la réalisation d'un grand nombre de publications et de présentations dans des symposia, dans les domaines de la connaissance et de la gestion des écosystèmes coralliens au sens large et sur le suivi de l'état de santé des récifs. Le programme a également permis de mettre à disposition une information riche sur ses résultats grâce à son site Internet bilingue www.crisponline.net et va permettre, au travers de la création en cours du site Reef Base Pacific, d'accroître considérablement l'information à disposition des gestionnaires des récifs dans l'ensemble du Pacifique. Par ailleurs, les travaux menés dans le cadre du CRISP avec d'autres groupes de réflexion ont également influé sur des activités prises comme modèle régional ou sous régional, comme Sem Pasifika pour les études socio-économiques, Polynesia Mana pour les méthodes de suivi de la santé des récifs, etc.

En ce qui concerne les partenariats, ceux-ci ont été multiples et pour plusieurs d'entre eux très novateurs. La coopération régionale et d'une manière plus générale la présence de la France dans les enceintes et évènements internationaux sur la gestion des récifs, a été significativement appuyée par le programme. Les échos rencontrés par l'évaluateur, sur cette coopération ont été le plus souvent excellents et encourageants.

Enfin, en partant d'un programme de l'ordre de 7 millions d'Euros sur financement AFD¹ et FFEM, les cofinancements qui s'y sont ajoutés, provenant soit d'autres institutions françaises comme le MAE et le Fonds Pacifique, soit des ONG CI et WWF et de l'UNF, et les fonds de contrepartie d'autres bailleurs², auxquels il faut encore ajouter les apports en nature des partenaires ne demandant des financements que pour leurs surcoûts³, ont permis de constituer un programme qui à ce jour peut être estimé à 14,5 millions d'euros, ce qui est un succès en soi.

¹ Incluant le complément de financement pour les deux ans à venir

² Dont les CTOM, les IFRECOR, les fondations Mac Arthur et Packard, AusAid et NZ Aid, NEAq, etc.

³ En particulier IRD et CNRS

1.1 Résultats par composante

La composante 1 a permis de mettre en place ou d'appuyer 39 AMP (dont la plus grande du monde) totalisant une surface de 411 138 Km² dans 7 pays et les 3 CTOM. Elle a aussi produit l'analyse éco-régionale de Nouvelle Calédonie qui a permis d'étayer la demande de classement par l'UNESCO des lagons calédoniens. Son démarrage a toutefois été handicapé par le retrait du CIRAD de la partie bassins versants de cette composante qui a obligé à une réallocation des ressources vers un autre projet de la même composante et a bloqué tous les paiements du FFEM pendant plus de 2 ans. Beaucoup de travaux restent à faire dans cette composante, en particulier au niveau des échanges entre sites et au niveau des réalisations concrètes de gestion des bassins versants. Enfin, à ce stade, le contenu des études préalables à la mise en place des AMP n'offre peu ou pas de possibilités fiables de faire des mesures de l'efficacité économique de leur mise en œuvre, à l'issue du programme ou plus tard.

La composante 2A a produit un travail intéressant sur les post larves de poissons et d'invertébrés permettant de mieux comprendre leur recrutement. Les autres activités de la composante 2A n'ont en revanche pas encore véritablement délivré ce qui était prévu au contrat avec l'AFD et surtout n'ont pas encore produit des outils et méthodes de gestion des écosystèmes coralliens, à disposition des gestionnaires des AMP, ce qui, selon nous, était la véritable commande. La partie relative à l'écotourisme menée sur Fidji est insuffisante et mérite selon nous d'être recadrée, en s'appuyant sur des professionnels du tourisme de quelques territoires concernés, dont la NC et la PF.

La composante 2B a été l'occasion d'une coopération fructueuse avec un projet du GEF (CRTR) qui travaillait sur des sujets et territoires assez similaires, pour éditer un livre commun sur les techniques de restauration de récifs, à partir des chantiers de restauration qui ont été réalisés dans plusieurs sites. Il manque selon nous une phase finale à ce travail pour le rendre accessible aux communautés dans leurs langues, car ce sont les seules à pouvoir réaliser effectivement ces travaux qui sinon, sont beaucoup trop onéreux pour être envisageables à grande échelle.

La composante 2C a su incorporer des appuis juridiques aux pays, à ses travaux de bio-prospection ce qui a été très apprécié, ainsi que de multiples échanges d'étudiants. Les collectes d'échantillons aux Salomon et Vanuatu et leurs premières analyses, ont confirmé les espoirs mis dans ces recherches pour lutter contre les inflammations, le cancer, la malaria et affections du système nerveux central. Ces travaux sont néanmoins, selon nous, d'un intérêt assez limité en ce qui concerne la gestion durable des récifs coralliens proprement dite.

La composante 2D a démarré avec un an de retard du fait d'une signature de convention particulièrement longue entre l'AFD et l'UNF. De plus, elle a été amputée de 80 K€ que l'UNF a désiré attribuer à l'ICRAN qui n'a pourtant apparemment aucun rôle significatif dans le CRISP. Cette composante permettra de doter la région d'une base de données unique (Reef Base Pacific) qui mettra entre autres à disposition, une énorme masse de littérature grise jusque là inaccessible, ainsi qu'une carte très détaillée de tous les récifs coralliens du Pacifique d'une qualité sans commune mesure avec ce qui existait auparavant. Ce travail est toutefois largement encore à finaliser.

La composante 3A a démarré en retard comme la précédente et pour les mêmes raisons. De plus elle a été amputée de 250 K€ par l'UNF en faveur de l'ICRAN qui comme dit plus haut n'a pourtant aucun rôle significatif dans le CRISP. Ce démarrage lent est en train d'être résorbé et les travaux transversaux commencent à se mettre en place, mais il faudra bien les deux ans restant pour boucler tout ce qui est prévu à la convention et le PROE doit absolument pourvoir le second poste qui était budgété dans la convention pour mener à bien ces travaux.

⁴ Cette superficie est même un peu supérieure, FSPI ne nous ayant pas transmis la superficie de 3 de ses AMP incluses dans le CRISP

La composante 3B (cellule de coordination) a assuré malgré des moyens très insuffisants, un pilotage satisfaisant du programme et très bien assuré sa visibilité internationale. Le coordonateur a également mis sur pied un site Internet bilingue où la production du programme est disponible. Cette cellule sous dimensionnée, doit néanmoins, pouvoir faire mieux (voir § améliorations).

1.2 Efficience et performance des parties prenantes

Au niveau de l'efficience, certains coûts administratifs ou prélèvements nous ont paru particulièrement élevés comme ceux de l'UNEP-ICRAN sur les composantes 2D et 3A. Ces prélèvements ont ainsi fait passer le financement UNF réellement disponible pour le programme de 900 K€ à 540 KE sans aucune valeur ajoutée pour le programme. L'USP a également unilatéralement amputé ses budgets de 30 %, pour assurer la coordination de ses activités, ce qui est selon nous assez excessif par rapport aux besoins réels. A l'opposé, certains acteurs ont compté des coûts administratifs très réduits comme CI à 2,5 % ou bien en n'imputant au programme que leurs surcoûts comme l'IRD et dans une moindre mesure le CNRS.

Malgré l'information sur les prix unitaires non transmise par certaines institutions partenaires du CRISP, nous avons suffisamment de données pour attester que les coûts de personnel sont dans des fourchettes relativement homogènes pour une grande partie des opérateurs. Des écarts significatifs méritent tout de même une mention avec des tarifs extrêmement élevés de certains postes comme au PROE et d'autres très raisonnables comme ceux de FSPI. Il est par ailleurs intéressant de noter, qu'aucun des coûts unitaires n'étaient apparents dans les conventions, malgré tout l'enseignement que l'on peut tirer de cette information.

Enfin en ce qui concerne le coût des AMP, avec un coût moyen par AMP de 22 K€ si l'on exclut le projet des Phoenix Islands (qui est gigantesque et très atypique) et 41 K€ si on l'inclut, le CRISP se positionne bien par rapport à l'ensemble des projets financés par le FFEM connus de l'évaluateur, même si ces comparaisons sont malgré tout, toujours sujettes à controverse.

1.3 Les améliorations et inflexions à apporter au programme

L'originalité du CRISP est qu'il est une initiative qui a été élaborée à partir d'un appel à propositions. Un montage en trois composantes a permis de regrouper ces propositions. Ce montage sans étude de faisabilité externe et approfondie, a permis de mettre en œuvre rapidement un programme sur le terrain, mais :

- aux dépens d'une revue fine du contenu et de la précision des propositions,
- sans véritable validation directe avec les territoires bénéficiaires, de l'adéquation des projets à leurs besoins,
- sans assurance suffisante de la cohérence d'ensemble du programme. Ainsi le programme a plus été une somme de projets qu'un véritable programme intégrant toutes ses composantes,
- sans se donner le temps de faire un montage institutionnel plus efficace : rôle précis des chefs de file des composantes, rôle et taille de la CCU, contenu des contrats de sous-traitance, etc.

Des améliorations sont donc possibles et selon nous, faisables. Les principales inflexions à donner au programme pendant la période restant à couvrir seraient :

- d'augmenter la part des activités concrètes de terrain vis-à-vis des actions de recherche et transversales qui même si elles ont été et sont nécessaires, ne sont pas selon nous, l'objectif central du CRISP,

- s'assurer, autant que possible que les actions de recherche et les actions transversales contribuent à appuyer concrètement les activités de terrain, en particulier la gestion des AMP et celle des bassins versants,
- veiller à ce que les collaborations entre composantes soient plus nombreuses, pour aboutir à de véritables projets intégrés pouvant servir de modèle,
- mettre sur pied les bases permettant à terme la mesure des effets socio-économiques d'actions concrètes comme les AMP,
- doter la CCU des moyens suffisants pour mieux assurer le pilotage du projet et son monitoring (y compris au plan financier) allant jusqu'à la mesure des résultats,
- examiner dans quelle mesure les partenaires financiers du CRISP (en particulier les deux ONG CI et WWF), ne seraient pas disposés à cofinancer également l'allongement du projet sur deux ans comme vient de le faire l'AFD
- prendre les contacts nécessaires pour s'assurer que les actions du CRISP qui le justifient (au moins les actions concrètes sur le terrain) auront une suite.

En ce qui concerne ce dernier point, le CRISP s'arrêtera évidemment alors que nombre d'actions seront soit inachevées, soit insuffisamment stabilisées pour pouvoir se poursuivre sans appui. C'est en particulier le cas pour les AMP, où les autres exemples du FFEM sur la planète montrent qu'au mieux, 10 à 15 ans sont nécessaires pour atteindre ce que l'on pourrait qualifier de gestion de « routine ».

Il est donc nécessaire de s'intéresser très vite aux partenaires qui pourraient le moment venu, prendre le relais des financements, pour ces actions de longue haleine. La voie qui nous paraît la plus prometteuse est celle du FED, en essayant de voir si des partenariats avec les membres actuels du CRISP (CI et WWF entre autres), ne sont pas à nouveau possibles et en incluant autant que faire se peut, les coopérations australienne et néo-zélandaise, maintenant que des ponts existent dans ce secteur. Les financements de l'IFRECOR, déjà présents dans le CRISP, seraient à agréger à ce futur programme et d'éventuels financements propres des CTOM seront à mobiliser. Il nous paraîtrait par ailleurs difficilement concevable que l'AFD soit totalement absente d'un tel montage s'il se faisait.

En ce qui concerne le FFEM, il est certain que les AMP créées ou appuyées dans le CRISP sont toutes loin de la phase de routine. Sans financements complémentaires, il y a un fort risque que les projets s'arrêtent. Couvrir au moins les opérations permettant à ces AMP d'avoir une assistance d'opérateurs compétents pour élaborer des programmes d'activités et aller vers l'autofinancement serait un minimum. Des formules comme la mise en place de fonds fiduciaires régionaux pourraient être testées, même s'il est toujours préférable que les ressources viennent des activités de l'AMP elle-même quand cela est possible.

CRISP - ORGANISATION GÉNÉRALE

Le programme CRISP est organisé de la façon suivante :

- **Composante 1 : Aires marines protégées et gestion intégrée des zones côtières**
 - Projet 1A : stratégie de conservation de la biodiversité marine
 - Projet 1B : Aires Marines Protégées
 - Projet 1C : Renforcement institutionnel
 - Projet 1D : Gestion intégrée côtière

- **Composante 2 : Connaissance, gestion, restauration et valorisation des écosystèmes coralliens**
 - **Composante 2A : Connaissance, suivi et valorisation économique des milieux coralliens**
 - Projet 2A-1 : Développement des Post-larves de poissons de récif
 - Projet 2A-2 : Indicateurs de gestion des pêcheries récifales
 - Projet 2A-3 : Indicateurs de suivi des récifs coralliens
 - Projet 2A-4 : Transfert de l'information aux usagers
 - Projet 2A-5 : Etudes spécifiques (CO2 et eco-tourisme)
 - **Composante 2B : Restauration des écosystèmes coralliens**
 - Projet 2B-1 : Sites pilotes de restauration récifale
 - Projet 2B-2 : Edition d'un guide de restauration récifale
 - **Composante 2C : Valorisation des substances actives marines**
 - Projet 2C-1 : Enjeux juridiques de la bioprospection
 - Projet 2C-2 : Taxonomie des invertébrés benthiques
 - Projet 2C-3 : Isolement de substances naturelles
 - Projet 2C-4 : Renforcement institutionnel
 - **Composante 2D : Mise en place d'une base de données informatisée à l'échelle du Pacifique**
 - Projet 2D-1 : Installation de nœuds de convergence Reefbase
 - Projet 2D-2 : Mise en place d'une base de donnée " Reefbase - Pacifique "
 - Projet 2D-3 : Standardisation de la base de donnée GCRMN
 - Projet 2D-4 : Elaboration de support d'information pour les utilisateurs

- **Composante 3 : Appui institutionnel et technique, capitalisation, dissémination, coordination et extension**
 - **Composante 3A : Appui institutionnel et technique, capitalisation, dissémination**
 - Projet 3A-1 : Appui à la gouvernance des récifs coralliens
 - Projet 3A-2 : Renforcement institutionnel
 - Projet 3A-3 : Diffusion des produits techniques issus du programme
 - **Composante 3B : Cellule de Coordination (CCU)**

2. EXECUTIVE SUMMARY

The CRISP programme was launched in 2005; it was a real challenge due to its broad objectives and innovative design aimed at implementing new partnerships on new focus areas within a regional cooperation framework; several funding agreements were needed for its implementation, which led to a complex structure.

This also led to significant differences in the starting dates of the components and therefore to some delays for some activities with regard to initial plans. To date the overall disbursement rate of 33 % clearly reflects these starting difficulties. Nevertheless, the results achieved by the programme at the Mid Term Review date show some success against its two main indicators:

- A real success of the partnerships and the regional co-operation between institutions as well as territories, which was not so easy due to the lack of connection between the Francophone and Anglophone spheres in the region,
- A significant increase in MPAs coverage in the Pacific, even though the part of the programme dedicated to in-the-field actions has remained too limited, in our opinion, in comparison to research and cross-cutting/general support activities.

Besides these 2 indicators, research programmes conducted under the CRISP have delivered a significant amount of publications and presentations in symposia in the area of knowledge and management of coral ecosystems as a whole, as well as monitoring of health conditions of coral reefs. The programme has made available a wide and rich range of information on its results, thanks to its bilingual Website www.crisponline.net, and is going to highly improve this availability of information to reef managers by supporting the setting up of the Reef Base Pacific Website. Moreover, the work supported by CRISP in liaison with other working groups has influenced some regional models such as Sem Pasifika for socio-economic appraisal, Polynesia Mana on reef health monitoring, etc.

Partnerships have been numerous and for some of them very innovative. Regional co-operation and more generally the presence of France in international institutions and events on coral ecosystems and reef management, have been significantly improved by the programme. Comments made to the evaluator on this co-operation were most of the time excellent and encouraging.

Starting from a programme amounting to around 7 millions Euros financed by the FDA⁵ and the FFEM, the cofinancing added by other French institutions (such as the Ministry of Foreign Affairs and the Pacific Fund) as well as NGOs (such as CI, WWF and the UNF), matching funds from other donors⁶, and finally support “in kind” from members of the CRISP (only asking the programme to finance their over-expenditures) allowed this programme to total now around 14,5 millions Euros, which is a success by itself.

2.1 Results by component

Component 1 allowed the setting up of, and support to 39 MPAs (including the largest in the world) totaling 411 138 Km² in 7 countries and the 3 French CTOM. This component also funded the eco-regional analysis of New Caledonia which backed the application of NC for the designation of its lagoon as a UNESCO World Heritage. Its beginning was nevertheless hampered by the CIRAD resignation from the watershed management activities which consequently led to a reallocation of funds to another project within the component and made FFEM payments impossible for more than 2

⁵ Including the financial complement for the future two years

⁶ Including the CTOM, IFRECOR, the Mac Arthur and Packard foundations, AusAid, NZ Aid, NEAq, etc.

⁷ This area is in fact higher as FSPI didn't provide us with the area of 3 of their MPAs included in the CRISP

years. Many activities have still to be done or completed in this component, in particular in the field of exchanges between MPAs sites and concrete work in watershed areas. Moreover, the content of the baseline and the preliminary studies carried out in the MPAs, doesn't allow making a reliable measurement of the economic effectiveness of their implementation.

Component 2A has yielded interesting work on fish and invertebrates post larvae enabling a better understanding of their recruitment, but the other activities of this component are far from the content of the contract with the FDA. In particular the teams in charge of these activities didn't deliver concrete tools and methods dedicated to reef and/or MPAs managers, which to us was the actual requirement. The work relating to ecotourism carried out in Fiji is insufficient and has, in our opinion, to be redesigned and pursued with the help of professionals from the tourism sector of some other territories, including NC and FP.

Component 2B has been an opportunity for a fruitful co-operation with a GEF project (CRTR) which was focused on similar topics and territories. This has led to a common design and edition of a manual on the methods used to restore coral reefs, based in particular on the restoration work conducted under the CRISP. We believe that this component lacks a final phase impetus in order to make this work accessible to communities in their own languages, as they are the only ones able to make this restoration really possible, at local level, due to the very high cost of these operations when implemented on a large scale.

Component 2C had the good idea to add to bioprospection activities a support to countries for improving their legal framework on bioprospection, as well as numerous student exchanges. Sample collection in Solomon and Vanuatu and preliminary screenings confirmed the expectations for chemical components active against inflammation, cancer, malaria and Central Nervous System diseases. According to us, these works are however of limited interest in terms of sustainable management of reefs *per se*.

Due to a long and complex setting up of the funding agreement between the FDA and the UNF, component 2D started one year behind schedule. Moreover its budget has been reduced by 80 K€ due to special funding provided by UNF to ICRAN, whereas this institution does not seem to have a clear role in the CRISP. This component will provide the Pacific region with a unique data base (Reef Base Pacific) putting on line a huge amount of grey literature, not available until now, as well as a very detailed map of coral reefs, much more precise than the one presently available. Nevertheless, this work which started late is mostly still to be done.

Component 3A also started late, like the previous one and for the same reasons. Moreover, its budget was reduced by 250 K€ by the UNF which attributed this amount to ICRAN which, as mentioned above, has no clear role in the CRISP. The slow start is being caught up and cross-cutting and support activities are starting, but the 2 remaining years will be necessary to complete the component programme. Moreover, the SPREP must quickly fill the second post, which was budgeted in the contract, to carry out the job.

Despite significantly insufficient resources, component 3B (coordination unit) has conducted the programme properly and has achieved a very good level of international visibility for the CRISP. The coordinator has also set up a bilingual Website where the whole CRISP outputs are available. This understaffed team, must nevertheless improve its performance (see § improvements).

2.2 Stakeholders efficiency and performance

In terms of efficiency, some administrative costs have appeared to be particularly high such as the UNEP-ICRAN ones on components 2D and 3A. These costs have led to a reduction of the UNF financing from 900 K€ to 540 K€, without any addedvalue for the programme. The USP has also

unilaterally reduced its operation budget by 30 % to cover coordination costs, which to us is excessive in comparison to actual costs. Conversely, some operators have charged very limited administrative costs such as CI (2.5 %) or have charged only extra costs of the programme, such as the IRD and to a lesser extent the CNRS.

Despite the fact that some CRISP operators didn't send us their unit prices, we have sufficient information to attest that the costs of personnel are of comparable level for most of the partners. Nevertheless, some significant differences must be mentioned with the particularly high cost of some people at the SPREP and in comparison with the very reasonable others, such as those of FSPI. It is also interesting to note that not any unit price is put in the contracts, despite the high interest of this information.

Finally, the average costs of the CRISP-funded MPAs range from 22 K€ / MPA (excluding the Phoenix Island project which is huge and too atypical) to 41 K€ (if PI project included). These costs are moderate in comparison with other FFEM projects know by the evaluator, even if these comparisons are often subject to controversy.

2.3 Programme improvements and inflexions

An original feature of the CRISP is to be an initiative built upon a call for proposals. These proposals have been streamlined into 3 components. This way of setting up the programme allowed the FDA to launch a programme quickly. But doing so, the process did not include a detailed external feasibility study and there was a lack of attention to the following items:

- a detailed review of the content and precision of the proposals,
- a direct validation by the beneficiary territories of the adequacy of the CRISP projects to their needs,
- a review of the global coherence of the programme. Therefore, the programme is more a sum of projects than a real integrated one,
- allocation of sufficient time to design a more effective institutional framework, by giving for example the details of the role and the size of the CCU, the minimum content of sub-contractors contract, etc.

Improvements are therefore possible and feasible. The main changes to be done in the programme in the 2 coming years are:

- To increase the part of field actions versus research and cross-cutting/general support ones. Even if these latter activities were very useful, these were not reflecting the priority requirements and the central objectives of the CRISP.
- To ensure, as far as possible, that the research and cross-cutting/general support actions are really and concretely supporting field actions, particularly MPAs and water basin management.
- To improve partnerships and coordination between components for implementing integrated projects in the field that could serve as models.
- To take steps for assessing, in the near future, the socio-economic effects of the concrete activities such as MPAs.
- To provide the CCU with sufficient resources⁸ to improve overall programme implementation and monitoring particularly on the financial side as well as measurement of the programme results.
- To investigate interest from the CRISP financial partners, in particular CI et WWF, for contributing to the two-year complementary funding set up by the FDA

⁸ This enlargement of the CCU is already planned in the second FDA financing.

- To start discussions with appropriate partners to request further funding for those of the CRISP activities that are worth continuing (at least, concrete field actions).

Concerning this last point, the CRISP programme will come to an end at a time when some activities will not be either completed or sufficiently stabilized to be able to go ahead without any support. This will be particularly the case for MPAs, where other FFEM examples worldwide show that at least 10 to 15 years are necessary to reach a “routine” management. Thus it is necessary to look for partners who could continue the financing for these long term activities. The possibility which seems the most promising is the EDF, trying also to keep on board CI and WWF and to add AusAid and NZAid, now that bridges exist in this sector. IFRECOR financing which is already present in the CRISP should be incorporated in this future programme as well as possible CTOM contributions. Moreover, it seems to us inconceivable that the FDA would be totally absent from such a montage, if it happens.

Concerning the FFEM, it is sure that the MPAs created or supported by the CRISP all are far from the routine phase. Without any complementary support, the risk of discontinuation of these projects is high. A minimum support to these MPAs should cover at least an external assistance to draw up business plans for achieving a certain degree of autonomy. Such solutions as regional trust funds could be tested, even if internal funding from inside MPAs is preferable, to the extent possible.

CRISP - General Organization

The CRISP Program is organized as follows:



- [Component 1: Marine Protected Areas and Integrated Coastal Management](#)

Goal: to link community-based marine management, marine resource conservation strategic planning and coastal zone (watershed and coastal reef) management to contribute to sustainable South Pacific Coral reef development

- Project 1A: Strategy for the conservation of coral reef and ecosystems biodiversity
- Project 1B: Marine Protected Areas (MPA)
- Project 1C: Capacity-building
- Project 1D: Integrated Coastal Management

Coordinator: [Francois Martel](#)



- [Component 2: Knowledge, Management, Rehabilitation and Development of Coral Ecosystems](#)

Goal: To improve knowledge, monitoring, management capacity and development of the resources of these ecosystems to ensure sustainable development of coral reefs.

- [Component 2A: Status of coral reefs and use of their resources](#)

- Project 2A-1: Harvesting reef fish larvae and developing their economic potential
- Project 2A-2: Identification and validation of indicators for reef fisheries monitoring
- Project 2A-3: Formulating composite indicators and monitoring coral reefs
- Project 2A-4: Skills and knowledge transfer and capacity building
- Project 2A-5: Specific studies (CO2 et eco-tourism)

Coordinator: [René Galzin](#)

[Component 2B: Rehabilitation of coral ecosystems](#)

- Project 2B-1 : Selecting and setting up pilot restoration sites
- Project 2B-2 : Producing a French-English manual on reef rehabilitation

Coordinator: [Sandrine Job](#)

[Component 2C: Development of Marine Active substance](#)

- Project 2C-1: Legislative aspects
- Project 2C-2: Knowledge about ecosystems (improving inventories, prospecting and taxonomy)
- Project 2C-3: Isolement de substances naturelles
- Project 2C-4: Renforcement institutionnel

Coordinator: [Cecile Debitus](#)

[Component 2D: Development of Reef Data Base for the Pacific](#)

- Project 2D-1: Establish "ReefBase Pacific" nodes in region
- Project 2D-2: Set up ReefBase data entry system
- Project 2D-3: Set up standard database for 'Global Coral Reef Monitoring Network' (GCRMN)
- Project 2D-4: Prepare and distribute information materials to users and stakeholders

Coordinator: [Alexander Tewfik](#)



- [Component 3: Institutional and Technical Support, Communication, Coordination and Extension](#)

Goal: assist in extension work on techniques to physically rehabilitate reef and coral ecosystems so as to ensure long-term survival and sustainable production.

- [Component 3A: Institutional Support and Communication](#)

- Project 3A-1: Enhance Integrated Governance for effective management of island (coastal) resources at all levels
- Project 3A-2: Engendering public support for sustainable coastal and marine resource management at all levels
- Project 3A-3: Capacity and access to appropriate methodologies and technologies

Coordinator: [Dominique Benzaken](#)

Component 3B : CRISP Coordination Unit (CCU)

Coordinator: [Eric Clua](#).